

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2020/44554]

**16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 67 portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale**

Rapport au Gouvernement wallon relatif à l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° du 67 portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale

## 1. Présentation générale

Le 22 avril, dans le cadre de la crise COVID, le Gouvernement a décidé d'octroyer une aide ponctuelle de 100 € aux ménages équipés d'un compteur à budget électricité et une aide de 75 € pour les ménages équipés d'un compteur à budget en gaz. Cette disposition visait à soutenir ces ménages à faire face aux conséquences de la crise sanitaire et aux dispositions adoptées durant celle-ci. Une aide pour les ménages restés durant les trois mois de suspension des procédures de pose de compteurs à budget avait également été décidée.

Au vu du contexte de crise sanitaire qui s'est aggravé, de la période hivernale qui impose des rechargements plus importants qu'en été, et de l'adoption d'une disposition similaire à celle du mois de mars en ce qui concerne la suspension des procédures de pose de compteurs à budget, il est proposé au Gouvernement d'adopter un projet d'arrêté octroyant une aide financière aux ménages sous compteurs à budget et aux ménages sous fourniture X, afin de les soutenir durant cette période de crise.

## 2. Commentaire des articles

- L'article 1 prévoit l'octroi d'une aide de 150€ pour les ménages sous compteurs à budget gaz, et de 50€ pour les ménages sous compteurs à budget électricité. Cette aide est octroyée par le biais d'une recharge du compteur à budget. Les ménages équipés d'un compteur à budget appartiennent à des catégories de revenus peu élevées, et qui dès lors sont contraints de limiter leur consommation d'énergie à ce qu'ils savent prépayer – ou à se priver dans d'autres postes de dépense, notamment les soins de santé ou l'alimentation. D'après une étude réalisée par la CWaPe, les ménages qui gardent dans le temps leur compteur à budget sont ceux qui s'appuient sur l'outil pour éviter de s'endetter sur le poste « énergétique » de leur consommation. Toujours d'après cette étude, il arrive aux ménages équipés d'un compteur à budget de subir des coupures. Autrement dit, en temps normal, les ménages équipés d'un compteur à budget font déjà face à des difficultés pour avoir accès à une quantité suffisante d'énergie.

Ces difficultés sont amplifiées durant la période hivernale, puisque les coûts de consommation du vecteur chauffage se concentrent essentiellement durant cette période. En temps normal, les ménages ont la possibilité de se rendre chez des proches ou de fréquenter des lieux ouverts au public pour limiter leur consommation à domicile. En cette période de limitation stricte des contacts en dehors du noyau familial, ces stratégies ne peuvent plus avoir cours.

- L'article 2 prévoit l'octroi d'une aide ponctuelle et exceptionnelle pour les ménages ayant été concernés par la fourniture X suite à une procédure de défaut de paiement initiée entre le 30 juin 2020 et le 7 décembre 2020. Les dispositions prévues dans l'arrêté des pouvoirs spéciaux portant sur des mesures d'urgences en matière d'accès à l'énergie durant la crise COVID et la période hivernale suspendent les procédures de pose de compteur à budget. Cette disposition va entraîner le passage sous fourniture X des ménages concernés par ces procédures de défaut de paiement. Les GRDs sont dans l'incapacité de se rendre à domicile pour poser effectivement le CAB. Le tarif de la fourniture X étant calculé sur base des tarifs moyens du marché, il est pénalisant pour les ménages sous fourniture X. Il est dès lors proposé d'octroyer une aide aux ménages concernés par cette situation. Le montant de cette aide est de 230 euros en électricité et de 135 euros en gaz. Ces montants équivalent à la prise en charge de 50% de 6 mois de consommation d'un ménage sous fourniture X. Le montant de l'aide sera déduit de la prochaine facture de consommation envoyée au ménage par le gestionnaire de réseau.

- L'article 3 précise les modalités de reporting des gestionnaires de réseau à l'administration pour bénéficier du remboursement des montants

- L'article 4 interdit le cumul entre les aides prévues aux articles 1 et 2.

Conseil d'État  
Section de législation

Avis 68.402/4 du 9 décembre 2020 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux XXX 'portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale'

Le 2 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie et de la Mobilité de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux XXX 'portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 9 décembre 2020. La chambre était composée de Martine Baguet, président de chambre, Luc Cambier et Bernard Blero, conseillers d'État, et Charles-Henri Van Hove, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne Vagman, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 9 décembre 2020.

Suivant l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 modifié dernièrement par arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant le rapport du 24 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant l'allocution liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 ; précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées ;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 16 octobre 2020 ;

Considérant que cette nouvelle évolution exponentielle a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique ; qu'à la date du 3 novembre 2020, au total 7485 patients ont été admis dans les hôpitaux belges ; qu'à cette même date, au total 1351 patients ont été admis dans les unités de soins intensifs ; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 augmente et que ceci peut avoir un effet significatif sur la santé publique ; que l'accueil des patients sur le territoire est de plus en plus mis sous pression ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que durant cette crise sanitaire, il convient de prendre toutes les mesures afin d'éviter que des ménages doivent se loger de manière urgente chez des relations, et donc à se rassembler au sein d'un même logement parce qu'il n'aurait plus accès ni à l'électricité, ni au gaz et d'autant plus en cette période hivernale ;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population impose[nt] de limiter les déplacements de chacun et oblige[nt] le télétravail ; que cette mesure induit une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population imposent de limiter les déplacements de chacun et obligent le télétravail ; que ces mesures induisent une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale ;

Considérant qu'il convient aujourd'hui de prévoir dans l'urgence un accès à tous et en tout temps à l'énergie en quantité suffisante ;

Considérant que cet accès à l'énergie, d'autant plus essentiel en période de crise, ne peut pas subir le moindre retard ;

Considérant, au vu de ce qui précède, que l'absence de ces mesures urgentes constituerait un péril grave ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

#### OBSERVATIONS GÉNÉRALES (1)

L'arrêté en projet se donne pour et peut trouver un fondement juridique dans l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 octobre 2020 'octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID-19'.

Inscrit dans ce cadre juridique, l'arrêté en projet devra faire l'objet d'une confirmation décrétable ultérieure conformément à l'article 3 du décret du 29 octobre 2020.

Le Gouvernement ne perdra pas de vue qu'en vertu de l'article 2, § 2, du décret du 29 octobre 2020, l'arrêté en projet sera communiqué au président du Parlement sans délai et en tout cas avant sa publication au *Moniteur belge*.

Par ailleurs, il est suggéré, même si l'article 3bis, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État' ne l'impose pas formellement, que le rapport au Gouvernement qui figure dans le dossier transmis à la section de législation soit publié en même temps que l'arrêté, accompagné par l'avis de la section de législation.

#### OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

##### PRÉAMBULE

La loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté en projet. Elle ne sera dès lors pas visée au préambule. Le deuxième alinéa de celui-ci sera donc omis.

##### DISPOSITIF

###### Article 1<sup>er</sup>

1. L'article 1<sup>er</sup> du projet est ainsi rédigé :

« Une aide COVID-19, ponctuelle et exceptionnelle, d'un montant de cent-cinquante euros pour le gaz et de cinquante euros pour l'électricité, est octroyée au client résidentiel disposant d'un compteur à budget actif en date du 30 novembre par l'intermédiaire d'une recharge du compteur à budget. Cette aide est octroyée jusqu'au 31 mars 2021 inclus ».

2. Dès lors que, selon la première phrase, les aides envisagées sont « ponctuelle[s] et exceptionnelle[s] », la section de législation n'aperçoit pas la portée de la seconde phrase, qui prévoit que ces aides sont « octroyée[s] jusqu'au 31 mars 2021 inclus ».

Ainsi :

– soit les aides concernées sont octroyées en une recharge unique des compteurs à budget ; il y a alors lieu de le mentionner expressément et de prévoir non pas qu'elles sont octroyées « jusqu'au 31 mars 2021 inclus », mais « au plus tard le 31 mars 2021 » ;

– soit il est envisagé de permettre l'octroi de ces aides par le biais de recharges successives des compteurs à budget, d'un montant total, pour une période venant à échéance le 31 mars 2021, selon le cas, de cent-cinquante ou de cinquante euros ; le dispositif en projet doit alors prévoir expressément ce système et l'organiser.

En toute hypothèse, le projet sera revu et complété aux fins d'organiser clairement et sans aucune ambiguïté le système qu'il entend mettre en place.

3. À la première phrase, il convient d'écrire « 30 novembre 2020 » en lieu et place de « 30 novembre ».

Article 2

1. L'article 2 du projet est rédigé comme suit :

« Une aide COVID-19 ponctuelle et exceptionnelle est octroyée aux ménages ayant été alimenté sous fourniture X en conséquence d'une procédure de défaut de paiement initiée après le 30 juin 2020. Cette aide équivaut à la prise en charge de la moitié du cout de la facture de clôture liée à l'alimentation sous fourniture X par le gestionnaire de réseau de distribution ».

2. La notion de « ménages alimentés sous fourniture X en conséquence d'une procédure de défaut de paiement » n'a pas de portée juridique. La disposition sera revue aux fins de préciser clairement l'hypothèse ainsi envisagée, en renvoyant en outre aux dispositions décrétales et réglementaires pertinentes.

Par ailleurs, la section de législation n'aperçoit pas pour quels motifs l'article 2 du projet vise les « ménages », qui, par ailleurs, ne sont pas autrement définis, et non les « clients résidentiels », visés, eux, à l'article 1<sup>er</sup> (2).

L'article 2 sera réexaminé à la lumière de cette observation.

3. Aucune limite dans le temps n'est prévue pour l'octroi de l'aide concernée, si ce n'est celle de la « facture de clôture liée à l'alimentation sous fourniture X ». La question se pose de savoir si ceci correspond effectivement à l'intention de l'auteur du projet, dès lors spécialement que l'aide envisagée est qualifiée de « ponctuelle et exceptionnelle ».

L'article 2 sera réexaminé à la lumière de cette observation.

Article 3

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots « par le biais d'un article budgétaire spécifique » seront omis.

2. Les alinéas 2 à 4 sont rédigés comme suit :

« Le gestionnaire de réseau de distribution notifie à l'Administration une déclaration de créance sur l'honneur précisant :

– le montant global des aides octroyées ainsi que le nombre de clients sous compteurs à budget bénéficiaires pour le gaz d'une part, pour l'électricité d'autre part

– le cout de prise en charge de cinquante pourcent des montants des factures de clôtures émises pour les fournitures X ainsi que le nombre de clients concernés pour le gaz d'une part, pour l'électricité d'autre part.

Une première déclaration de créance est remise pour le 26 février 2021. La seconde déclaration de créance est remise pour le 30 septembre 2021.

Le montant des aides COVID-19 est remboursé aux gestionnaires de réseau après contrôle des pièces justificatives par l'administration ».

Alors que les alinéas 2 et 3 de la disposition à l'examen prévoient que le gestionnaire de réseau de distribution doit introduire deux déclarations de créance sur l'honneur aux fins d'obtenir le remboursement des aides prévues par le projet, aides qu'il aura, en substance, avancées à leurs bénéficiaires, l'alinéa 4 prévoit pour sa part que l'administration ne procédera au remboursement qu'après avoir contrôlé les « pièces justificatives », dont la nature et l'objet exact ne sont pas autrement précisés.

Telle que la disposition est rédigée, elle ne permet dès lors pas clairement de comprendre l'utilité des déclarations de créances sur l'honneur, ni la nature et l'objet exacts des « pièces justificatives », ni, plus généralement, selon quelles procédure et modalités un lien sera établi entre ces deux catégories de documents et il sera procédé au remboursement.

Le texte en projet sera revu et complété à la lumière de cette observation.

Le greffier,  
Charles-Henri Van Hove

Le président,  
Martine Baguet

Notes

(1) Pour des observations générales similaires, voir notamment, mutatis mutandis, l'avis n° 67.470/4 donné le 2 juin 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 42 du 11 juin 2020 'relatif à l'octroi d'une aide spécifique aux ménages en matière de gaz et d'électricité dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67470.pdf>.

(2) La note au Gouvernement relative au texte en projet mentionne, dans les deux cas, les « ménages ».

## 16 DECEMBRE 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon de pouvoirs spéciaux n° 67 portant sur l'octroi d'une aide en énergie aux ménages dans le cadre de la crise sanitaire COVID-19 et la période hivernale

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 29 octobre 2020 octroyant des pouvoirs spéciaux au Gouvernement wallon en vue de faire face à la deuxième vague de la crise sanitaire de la COVID -19, article 1<sup>er</sup> ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 septembre 2019 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 2 octobre 2020 ;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié dernièrement par arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> novembre 2020 ;

Considérant le rapport du 24 novembre 2020 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020 ;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés ;

Considérant l'allocation liminaire du Directeur général de l'OMS du 12 octobre 2020 ; précisant que le virus se transmet principalement entre contacts étroits et entraîne des flambées épidémiques qui pourraient être maîtrisées par l'application de mesures ciblées;

Considérant que notre pays est en niveau d'alerte 4 (alerte très élevée) au niveau national depuis le 16 octobre 2020 ;

Considérant que cette nouvelle évolution exponentielle a pour conséquence que le taux d'engorgement des hôpitaux, en particulier des services de soins intensifs, devient à nouveau critique; qu'à la date du 3 novembre 2020, au total 7485 patients ont été admis dans les hôpitaux belges; qu'à cette même date, au total 1351 patients ont été admis dans les unités de soins intensifs; que la pression sur les hôpitaux et sur la continuité des soins non COVID-19 augmente et que ceci peut avoir un effet significatif sur la santé publique; que l'accueil des patients sur le territoire est de plus en plus mis sous pression ;

Considérant que le coronavirus COVID-19 est une maladie infectieuse qui touche généralement les poumons et les voies respiratoires ;

Considérant que durant cette crise sanitaire, il convient de prendre toutes les mesures afin d'éviter que des ménages doivent se loger de manière urgente chez des relations, et donc à se rassembler au sein d'un même logement parce qu'il n'aurait plus accès ni à l'électricité, ni au gaz et d'autant plus en cette période hivernale ;

Considérant que les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population impose de limiter les déplacements de chacun et oblige le télétravail ; que cette mesure induit une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale ;

Considérant que la crise sanitaire exceptionnelle liée au COVID-19 que connaît aujourd'hui la Belgique et les mesures, actuelles et à venir, prises pour limiter la propagation du virus dans la population imposent de limiter les déplacements de chacun et obligent le télétravail ; que ces mesures induisent une consommation plus importante d'énergie par les ménages encore accentuée par la période hivernale ;

Considérant qu'il convient aujourd'hui de prévoir dans l'urgence un accès à tous et en tout temps à l'énergie en quantité suffisante ;

Considérant que cet accès à l'énergie, d'autant plus essentiel en période de crise, ne peut pas subir le moindre retard

Considérant, au vu de ce qui précède, que l'absence de ces mesures urgentes constituerait un péril grave

Vu l'avis 68 402 du Conseil d'Etat, donné le 9 décembre 2020, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 3, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition du Ministre de l'Energie ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Une aide COVID-19, ponctuelle et exceptionnelle, d'un montant de cent-cinquante euros pour le gaz et de cinquante euros pour l'électricité, est octroyée au client résidentiel disposant d'un compteur à budget actif en date du 1<sup>er</sup> décembre 2020 par l'intermédiaire du gestionnaire de réseau de distribution.

Le montant de l'aide est déduit de la facture de régularisation suivante par le fournisseur. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement est effectué tel que prévu par les conditions générales du fournisseur et au plus tard dans les trente jours suivant la date de la facture de régularisation.

**Art. 2.** Une aide COVID-19 ponctuelle et exceptionnelle est octroyée au client résidentiel dont la fourniture d'énergie a été prise en charge par le gestionnaire de réseau suite au dépassement du délai de 40 jour visé à l'article 33 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché de l'électricité et à l'article 34 de l'arrêté du Gouvernement wallon relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz du 30 mars 2006 pour le placement d'un compteur à budget, en conséquence d'une procédure de défaut de paiement initiée entre le 30 juin 2020 et le 7 décembre 2020.

Le montant de cette aide est de deux cent trente euros en électricité et de cent trente-cinq euros en gaz. Le montant de l'aide est déduit de la facture de consommation suivante par le gestionnaire de réseau. En cas de régularisation en faveur du client, le remboursement est effectué au plus tard dans les trente jours suivant la date de la facture de consommation.

**Art. 3.** La Région prend en charge le coût des aides visées aux article 1 et 2.

Le gestionnaire de réseau de distribution notifie à l'Administration, pour le 26 février 2021 et une seconde fois pour le 30 septembre 2021, une déclaration de créance précisant

- le montant global et le nombre d'aides octroyés en vertu de l'article 1 pour le gaz, d'une part, pour l'électricité, d'autre part ;

- le montant global et le nombre d'aides octroyés en vertu de l'article 2 pour le gaz, d'une part, pour l'électricité, d'autre part.

Le montant des aides COVID-19 est remboursé aux gestionnaires de réseau par la Région Wallonne après la notification des déclarations de créances visées à l'alinéa 2.

**Art. 4.** Le cumul des aides prévues aux articles 1 et 2 est interdit.

**Art. 5.** Le présent arrêté entre en vigueur au lendemain de sa publication au *Moniteur belge*.

**Art. 6.** Le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 16 décembre 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie et de la Mobilité,  
Ph. HENRY

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2020/44554]

**16. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 67 über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise und der Winterperiode**

Bericht an die Wallonische Regierung in Bezug auf den Sondervollmächtererlass der Wallonischen Regierung Nr. 67 über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise und der Winterperiode

## 1. Allgemeine Darstellung

Am 22. April hat die Regierung im Rahmen der COVID-Krise beschlossen, eine einmalige Beihilfe in Höhe von 100 € für Haushalte zu gewähren, die mit einem Strom-Budgetmesszähler ausgerüstet sind, und in Höhe von 75 € für Haushalte, die mit einem Gas-Budgetmesszähler ausgerüstet sind. Diese Bestimmung zielte darauf ab, diese Haushalte bei der Bewältigung der Folgen der Gesundheitskrise und der während dieser Krise getroffenen Maßnahmen zu unterstützen. Eine Beihilfe zugunsten der Haushalte, die den dreimonatigen Zeitraum zu bewältigen hatten, in dem das Anbringen von Budgetmesszählern ausgesetzt wurde, war ebenfalls beschlossen worden.

In Anbetracht der sich verschärfenden Gesundheitskrise, der Winterperiode, die ein Aufladen größerer Mengen als im Sommer erfordert, und der Verabschiedung einer ähnlichen Bestimmung wie im März bezüglich der Aussetzung der Verfahren zum Anbringen von Budgetmesszählern, wird der Regierung vorgeschlagen, einen Entwurf für einen Erlass zu verabschieden, durch den Haushalten mit Budgetmesszählern und Haushalten mit Anspruch auf eine "X"-Versorgung eine finanzielle Hilfe gewährt wird, um sie in dieser Krisenzeit zu unterstützen.

## 2. Kommentar zu den Artikeln

- In Artikel 1 wird die Gewährung einer Beihilfe in Höhe von 150 € für Haushalte mit einem Gas-Budgetmesszähler und 50 € für die Haushalte mit einem Strom-Budgetmesszähler vorgesehen. Diese Beihilfe erfolgt durch ein entsprechendes Wiederaufladen des Budgetmesszählers. Haushalte, die mit einem Budgetmesszähler ausgestattet sind, gehören zu den niedrigen Einkommensgruppen und sind daher gezwungen, ihren Energieverbrauch auf Beträge zu beschränken, die sie vor auszahlen können - oder auf andere Ausgaben, wie Gesundheitsvorsorge oder Lebensmittel, zu verzichten. Nach einer von der CWaPe durchgeführten Studie sind die Haushalte, die ihren Budgetmesszähler über einen längeren Zeitraum führen, diejenigen, die sich auf dieses Mittel verlassen, um zu vermeiden, dass sie sich für ihren Verbrauchsposten "Energie" verschulden. Nach dieser Studie ebenfalls müssen die Haushalte, die mit einem Budgetmesszähler ausgestattet sind, manchmal mit Stromausfällen rechnen. Das heißt, dass Haushalte, die mit einem Budgetmesszähler ausgestattet sind, bereits in normalen Zeiten Schwierigkeiten haben, ausreichend Energie zu beziehen.

Diese Schwierigkeiten verstärken sich in der Winterperiode, da sich die Verbrauchskosten für den Heizungsvektor im Wesentlichen auf diesen Zeitraum konzentrieren. Im Normalfall haben die Haushalte die Möglichkeit, sich bei Verwandten aufzuhalten oder öffentlich zugängliche Orte aufzusuchen, um ihren Konsum zu Hause einzuschränken. In dieser Periode mit streng begrenzten Kontakten außerhalb des Familienkerns können diese Strategien nicht mehr angewendet werden.

- In Artikel 2 wird eine einmalige und außerordentliche COVID-19-Beihilfe für Haushalte vorgesehen, die infolge eines zwischen dem 30. Juni 2020 und dem 7. Dezember 2020 eingeleiteten Zahlungsverzugsverfahrens Anspruch auf eine "X"-Versorgung hatten. Die im Sondervollmächtererlass vorgesehenen Bestimmungen betreffend Sofortmaßnahmen für den Zugang zur Energie während der COVID-Krise und der Winterperiode setzen die Verfahren in Bezug auf das Anbringen von Budgetmesszählern aus. Diese Bestimmung wird dazu führen, dass die von diesen Zahlungsverzugsverfahren betroffenen Haushalte die "X"-Versorgung beanspruchen werden. Die Verteilernetzbetreiber verfügen nun nicht mehr über die Möglichkeit, die Wohnungen der Kunden zu besuchen, um den Budgetmesszähler anzubringen. Nun aber sind die Preise für die X-Versorgung für die Haushalte, die Letztere beanspruchen müssen, nachteilig, da sich auf der Grundlage der durchschnittlichen Marktpreise berechnet werden. Somit wird vorgeschlagen, diesen Haushalten eine Beihilfe zu gewähren. Diese Beihilfe beläuft sich für Strom auf 230 Euro, und für Gas auf 135 Euro. Diese Beträge entsprechen einer 50%-igen Übernahme der Kosten für einen Haushalt, der die X-Versorgung beansprucht, während 6 Monaten. Der Betrag der Beihilfe wird von der nächsten Verbrauchsrechnung abgerechnet, die der Netzbetreiber an den Haushalt richten wird.

- In Artikel 3 werden die Modalitäten für die Berichterstattung der Netzbetreiber gegenüber der Verwaltung im Hinblick auf die Rückerstattung der Beträge festgelegt.

- In Artikel 4 wird die Kumulierung der in Artikel 1 und 2 vorgesehenen Beihilfen untersagt.

Staatsrat  
Gesetzgebungsabteilung

Gutachten 68.402/4 vom 9. Dezember 2020 zu einem Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung XXX 'über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise und der Winterperiode'

Am 2. Dezember 2020 wurde der Staatsrat, Gesetzgebungsabteilung, von dem Vizepräsidenten und Minister für Klima, Energie und Mobilität der Wallonischen Region ersucht, innerhalb von fünf Werktagen ein Gutachten zu einem Entwurf eines Sondervollmächtererlasses der Wallonischen Regierung XXX 'über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise und der Winterperiode' abzugeben.

Der Entwurf wurde am 9. Dezember 2020 von der vierten Kammer untersucht. Die Kammer hatte folgende Zusammensetzung: Martine BAGUET, Kammervorsitzende, Luc CAMBIER und Bernard BLERO, Staatsräte, und Charles-Henri VAN HOVE, Greffier-Anwärter.

Der Bericht wurde von Frau Anne VAGMAN, erster Auditor, vorgelegt.

Das Gutachten, dessen Wortlaut nachstehend angeführt wird, wurde am 9. Dezember 2020 abgegeben..

Gemäß Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat müssen in dem Begutachtungsantrag insbesondere die Gründe angegeben werden, die dessen Dringlichkeit rechtfertigen.

Das Schreiben hat den folgenden Wortlaut:

"In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In Erwägung des Berichts vom 24. November 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungsgefahr, seines Sterblichkeitsrisikos und der Zahl der entdeckten Fälle;

In Erwägung der Einführungsrede des Generaldirektors der Weltgesundheitsorganisation (WHO) vom 12. Oktober 2020 mit der Feststellung, dass das Virus hauptsächlich zwischen engen Kontakten übertragen wird und zu Ausbrüchen führt, die durch die Anwendung gezielter Maßnahmen kontrolliert werden könnten;

In Erwägung der Tatsache, dass unser Land seit dem 16. Oktober 2020 auf nationaler Ebene die Alarmstufe 4 (sehr hohe Alarmstufe) hat;

In Erwägung der Tatsache, dass diese neue exponentielle Entwicklung zur Folge hat, dass die Überlastungsrate in den Krankenhäusern, insbesondere in den Intensivstationen, wieder kritisch wird; dass am 3. November 2020 insgesamt 7485 Patienten in belgische Krankenhäuser eingeliefert wurden; dass am gleichen Tag insgesamt 1351 Patienten in Intensivstationen eingeliefert wurden; dass der Druck auf die Krankenhäuser und auf die Kontinuität der Nicht-COVID-Versorgung zunimmt und dass dies erhebliche Auswirkungen auf die öffentliche Gesundheit haben kann; dass die Aufnahme von Patienten auf Landesebene unter zunehmendem Druck steht;

In Erwägung der Tatsache, dass das Coronavirus COVID-19 eine Infektionskrankheit ist, die im Allgemeinen die Lunge und die Atemwege befällt;

In Erwägung der Tatsache, dass während dieser Gesundheitskrise alle Maßnahmen ergriffen werden sollten, um zu verhindern, dass die Haushalte notgedrungen bei Verwandten unterkommen und sich somit in ein und derselben Wohnung versammeln müssen, weil sie keinen Zugang zu Strom oder Gas haben, umso mehr in dieser Winterperiode;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Mobilität aller einzuschränken und so weit wie möglich Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahme zu einem höheren, wegen der Winterperiode noch verstärkten Energieverbrauch der Haushalte führt;

In der Erwägung, dass die außerordentliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem COVID-19, der Belgien heutzutage ausgesetzt ist, und die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Mobilität aller einzuschränken und so weit wie möglich Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahmen zu einem höheren, wegen der Winterperiode noch verstärkten Energieverbrauch der Haushalte führen;

In der Erwägung, dass es jetzt dringend notwendig ist, allen Menschen jederzeit Zugang zu Energie in ausreichender Menge zu gewähren;

In der Erwägung, dass dieser Zugang zu Energie, der in Krisenzeiten umso wichtiger ist, nicht im Geringsten verzögert werden darf;

In der Erwägung, dass das Unterlassen solcher dringenden Maßnahmen eine ernste Gefahr darstellen würde“.

Da der Begutachtungsantrag auf der Grundlage von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze "über den Staatsrat" eingereicht wurde, beschränkt die Gesetzgebungsabteilung ihre Prüfung auf die rechtliche Grundlage des Entwurfs, auf die Befugnis des erlassenden Organs sowie auf die Erfüllung der vorherigen Formalitäten gemäß Artikel 84 § 3 der vorgenannten koordinierten Gesetze.

Zu diesen drei Punkten gibt der Entwurf Anlass zu folgenden Anmerkungen.

#### ALLGEMEINE ANMERKUNGEN (1)

Der Erlassentwurf gibt sich als Rechtsgrundlage Artikel 1 Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19 dargelegt und kann seine Rechtsgrundlage in diesem Artikel finden.

In diesem rechtlichen Rahmen muss der Erlassentwurf gemäß Artikel 3 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 durch ein nachfolgendes Dekret bestätigt werden.

Die Regierung hat der Tatsache Rechnung zu tragen, dass der Erlassentwurf gemäß Artikel 2 § 2 des Dekrets vom 29. Oktober 2020 unverzüglich und auf jeden Fall vor seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* dem Präsidenten des Parlaments mitgeteilt wird.

Darüber hinaus wird vorgeschlagen, dass, auch wenn Artikel 3bis § 1 Absatz 2 der koordinierten Gesetze 'über den Staatsrat' dies nicht formell vorschreibt, der Bericht an die Regierung, der in den an die Gesetzgebungsabteilung gesandten Akten enthalten ist, gleichzeitig mit dem Dekret veröffentlicht werden sollte, zusammen mit dem Gutachten der Gesetzgebungsabteilung.

#### BESONDERE ANMERKUNGEN

##### PRÄAMBEL

Das Sondergesetz vom 8. August 1980 'zur Reform der Institutionen' bietet keine Rechtsgrundlage für den Erlassentwurf. Es wird daher in der Präambel nicht erwähnt. Der zweite Absatz der Präambel wird daher weggelassen.

#### VERFÜGENDER TEIL

##### Artikel 1

1. Der Wortlaut von Artikel 1 des Entwurfs lautet wie folgt:

"Dem Haushaltskunden, der am 30. November über einen aktiven Budgetmesszähler verfügt, wird über ein Wiederaufladen des Budgetmesszählers eine einmalige und außerordentliche COVID-19-Beihilfe gewährt, die sich für Gas auf hundertfünfzig Euro, und für Strom auf fünfzig Euro beläuft. Diese Beihilfe wird bis zum 31. März 2021 einschließlich gewährt“.

2. Da es sich bei der geplanten Beihilfe laut dem ersten Satz um [eine] "einmalige und außergewöhnliche" Beihilfe[n] handelt, sieht die Gesetzgebungsabteilung den Anwendungsbereich des zweiten Satzes nicht, der vorsieht, dass diese Beihilfen "bis zum 31. März 2021 einschließlich" gewährt werden.

Folglich:

– entweder werden die die betreffenden Beihilfen über ein einmaliges Wiederaufladen des Budgetmesszählers gewährt; in diesem Fall sollte dies ausdrücklich erwähnt werden und es sollte vorgesehen werden, dass sie nicht "bis zum 31. März 2021 einschließlich", sondern "bis spätestens 31. März 2021" gewährt werden;

– oder es ist vorgesehen, dass diese Beihilfen durch mehrmaliges Wiederaufladen des Budgetmesszählers für einen Zeitraum bis zum 31. März 2021 für einen Gesamtbetrag von einhundertfünfzig Euro bzw. fünfzig Euro gewährt werden können; die geplante Regelung muss dieses System dann ausdrücklich vorsehen und organisieren.

In jedem Fall wird der Entwurf im Hinblick auf eine klare und eindeutige Organisation des angestrebten Systems überprüft und ergänzt.

3. Im ersten Satz sollte "30. November 2020" statt "30. November" zu lesen sein.

#### Artikel 2

1. Der Wortlaut von Artikel 2 des Entwurfs lautet wie folgt:

"Den Haushalten, die infolge eines zwischen nach dem 30. Juni 2020 eingeleiteten Zahlungsverzugsverfahrens Anspruch auf eine "X"-Versorgung hatten, wird eine einmalige und außerordentliche COVID-19-Beihilfe für Haushalte gewährt. Diese Beihilfe entspricht der Übernahme der Hälfte der Kosten für die Schlussrechnung im Zusammenhang mit der "X"-Versorgung durch den Verteilernetzbetreiber".

2. Das Konzept der "Haushalte, die infolge eines Zahlungsverzugsverfahrens Anspruch auf eine "X"-Versorgung haben" hat keine rechtliche Tragweite. Die Bestimmung wird überarbeitet, um die so vorgesehene Hypothese klar zu definieren, auch unter Bezugnahme auf die einschlägigen Dekret- und Verordnungsbestimmungen.

Darüber hinaus ist für die Gesetzgebungsabteilung nicht ersichtlich, warum sich Artikel 2 des Entwurfs auf "Haushalte" bezieht, die nicht anderweitig definiert sind, und nicht auf "Haushaltskunden", die in Artikel 1 genannt werden(2).

Artikel 2 wird im Zuge dieser Feststellung erneut geprüft werden.

3. Es gibt keine zeitliche Begrenzung für die Gewährung der betreffenden Beihilfe, mit Ausnahme der "Schlussrechnung im Zusammenhang mit der "X"-Versorgung". Es stellt sich die Frage, ob dies tatsächlich der Absicht des Verfassers des Projekts entspricht, zumal die geplante Beihilfe als "einmalig und außerordentlich" beschrieben wird.

Artikel 2 wird im Zuge dieser Feststellung erneut geprüft werden.

#### Artikel 3

1. In Absatz 1 ist die Wortfolge "über einen spezifischen Artikel des Haushaltsplans" wegzulassen.

2. Die Absätze 2 bis 4 werden wie folgt verfasst:

"Der Verteilernetzbetreiber stellt der Verwaltung eine Forderungsanmeldung auf Ehrenwort zu, in der folgende Angaben stehen:

– der Gesamtbetrag der gewährten Beihilfen und die Anzahl der Kunden mit Budgetzählern, die die Beihilfe für Gas einerseits und für Strom andererseits in Anspruch nehmen

– die Kosten für die Übernahme von fünfzig Prozent der Beträge der Schlussrechnungen, die für die "X"-Versorgung ausgestellt wurden, und die Anzahl der betroffenen Kunden für Gas einerseits und für Strom andererseits.

Eine erste Forderungsmeldung wird bis zum 26. Februar 2021 eingereicht. Die zweite Forderungsmeldung wird bis zum 30. September 2021 eingereicht.

Der Betrag der COVID-19-Beihilfen wird den Netzbetreibern nach Prüfung der Belege durch die Verwaltung zurückerstattet".

Während die Absätze 2 und 3 der hier zu prüfenden Bestimmung vorsehen, dass der Verteilernetzbetreiber zwei Forderungsanmeldungen auf Ehrenwort vorlegen muss, um die Rückzahlung der im Entwurf vorgesehenen Beihilfen zu erwirken, die er im Wesentlichen den Begünstigten vorgestreckt hat, sieht Absatz 4 vor, dass die Verwaltung die Rückzahlung erst nach Prüfung der "Belege" vornimmt, deren genaue Art und Zweck nicht näher spezifiziert sind.

So wie die Bestimmung formuliert ist, ist daher weder klar, welchen Zweck die Schuldforderungen auf Ehrenwort haben, noch die genaue Art und der Zweck der "Belege", noch, allgemeiner, nach welchem Verfahren und nach welchen Modalitäten eine Verbindung zwischen diesen beiden Kategorien von Dokumenten hergestellt wird und die Erstattung erfolgt.

Der Textentwurf wird im Zuge dieser Feststellung überprüft und ergänzt.

Der Greffier

Charles-Henri Van Hove

Der Präsident

Martine Baguet

—  
Fußnoten

(1) Für ähnliche allgemeine Bemerkungen siehe insbesondere, mutatis mutandis, das Gutachten Nr. 67.470/4 vom 2. Juni 2020 zu einem Entwurf, der zum Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 42 vom 11. Juni 2020 "über die Gewährung von Sonderbeihilfen an Haushalte für Gas und Strom im Rahmen der COVID-19 Gesundheitskrise" wurde, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/67470.pdf>.

(2) In dem Bericht an die Regierung zum Entwurf des Textes ist in beiden Fällen von "Haushalten" die Rede.

**16. DEZEMBER 2020 — Sondervollmächterlass der Wallonischen Regierung Nr. 67 über die Gewährung einer Energiebeihilfe für Haushalte im Rahmen der COVID-19-Gesundheitskrise und der Winterperiode**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 29. Oktober 2020 zur Gewährung von Sondervollmachten an die Wallonische Regierung zur Bewältigung der zweiten Welle der Gesundheitskrise des COVID-19, Artikel 1;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 13. September 2019 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden, in seiner durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 2. Oktober 2020 abgeänderten Fassung;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt abgeändert durch den Ministeriellen Erlass vom 1. November 2020;

In Erwägung des Berichts vom 24. November 2020, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

In der Erwägung, dass die Weltgesundheitsorganisation (WHO) das Coronavirus COVID-19 am 11. März 2020 als Pandemie qualifiziert hat;

In Erwägung der Erklärung der Weltgesundheitsorganisation (WHO) zu den Eigenschaften des Coronavirus COVID-19, insbesondere seiner hohen Ansteckungsgefahr, seines Sterblichkeitsrisikos und der Zahl der entdeckten Fälle;

In Erwägung der Einführungsrede des Generaldirektors der Weltgesundheitsorganisation (WHO) vom 12. Oktober 2020 mit der Feststellung, dass das Virus hauptsächlich zwischen engen Kontakten übertragen wird und zu Ausbrüchen führt, die durch die Anwendung gezielter Maßnahmen kontrolliert werden könnten;

In Erwägung der Tatsache, dass unser Land seit dem 16. Oktober 2020 auf nationaler Ebene die Alarmstufe 4 (sehr hohe Alarmstufe) hat;

In Erwägung der Tatsache, dass diese neue exponentielle Entwicklung zur Folge hat, dass die Überlastungsrate in den Krankenhäusern, insbesondere in den Intensivstationen, wieder kritisch wird; dass am 3. November 2020 insgesamt 7485 Patienten in belgische Krankenhäuser eingeliefert wurden; dass am gleichen Tag insgesamt 1351 Patienten in Intensivstationen eingeliefert wurden; dass der Druck auf die Krankenhäuser und auf die Kontinuität der Nicht-COVID-Versorgung zunimmt und dass dies erhebliche Auswirkungen auf die öffentliche Gesundheit haben kann; dass die Aufnahme von Patienten auf Landesebene unter zunehmendem Druck steht;

In Erwägung der Tatsache, dass das Coronavirus COVID-19 eine Infektionskrankheit ist, die im Allgemeinen die Lunge und die Atemwege befällt;

In Erwägung der Tatsache, dass während dieser Gesundheitskrise alle Maßnahmen ergriffen werden sollten, um zu verhindern, dass die Haushalte notgedrungen bei Verwandten unterkommen und sich somit in ein und derselben Wohnung versammeln müssen, weil sie keinen Zugang zu Strom oder Gas haben, umso mehr in dieser Winterperiode;

In der Erwägung, dass die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Mobilität aller einzuschränken und so weit wie möglich Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahme zu einem höheren, wegen der Winterperiode noch verstärkten Energieverbrauch der Haushalte führt;

In der Erwägung, dass die außerordentliche Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem COVID-19, der Belgien heutzutage ausgesetzt ist, und die derzeitigen und künftigen Maßnahmen zur Begrenzung der Ausbreitung des Virus in der Bevölkerung es erforderlich machen, die Mobilität aller einzuschränken und so weit wie möglich Telearbeit auferlegen; dass diese Maßnahmen zu einem höheren, wegen der Winterperiode noch verstärkten Energieverbrauch der Haushalte führen;

In der Erwägung, dass es jetzt dringend notwendig ist, allen Menschen jederzeit Zugang zu Energie in ausreichender Menge zu gewähren;

In der Erwägung, dass dieser Zugang zu Energie, der in Krisenzeiten umso wichtiger ist, nicht im Geringsten verzögert werden darf;

In der Erwägung, dass das Unterlassen solcher dringenden Maßnahmen eine ernste Gefahr darstellen würde;

Aufgrund des am 9. Dezember 2020 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 68.402 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Dem Haushaltskunden, der am 1. Dezember 2020 über einen aktiven Budgetmesszähler verfügt, wird über den Verteilernetzbetreiber eine einmalige und außerordentliche COVID-19-Beihilfe gewährt, die sich für Gas auf hundertfünfzig Euro, und für Strom auf fünfzig Euro beläuft.

Der Versorger rechnet den Betrag der Beihilfe vom Betrag der nächsten Endabrechnung ab. Im Falle einer Abrechnung zugunsten des Kunden erfolgt die Rückzahlung gemäß den allgemeinen Bedingungen des Versorgers spätestens binnen dreißig Tagen nach dem Datum der Endabrechnung.

**Art. 2** - Dem Haushaltskunden, dessen Energielieferung vom Netzbetreiber geleistet worden ist, weil die 40-tägige Frist nach Artikel 33 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Elektrizitätsmarkt und Artikel 34 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt überschritten wurde, wird zwecks der Einrichtung eines Budgetmesszählers anlässlich eines zwischen dem 30. Juni 2020 und dem 7. Dezember 2020 eingeleiteten Verfahrens wegen Zahlungsverzugs eine einmalige und außerordentliche COVID-19-Beihilfe gewährt.

Diese Beihilfe beläuft sich für Strom auf zweihundertdreißig Euro, und für Gas auf hundertfünfunddreißig Euro. Der Betrag der Beihilfe wird vom Netzbetreiber von der nächsten Verbrauchsrechnung abgerechnet. Im Falle einer Abrechnung zugunsten des Kunden erfolgt die Rückzahlung spätestens binnen dreißig Tagen nach dem Datum der Verbrauchsrechnung.

**Art. 3** - Die Region übernimmt die Kosten für die Beihilfen nach Artikel 1 und 2.

Der Verteilernetzbetreiber stellt der Verwaltung zum 26. Februar 2021 und ein zweites Mal zum 30. September 2021 eine Forderungsanmeldung zu, in der folgende Angaben stehen:

- der Gesamtbetrag und die Anzahl der Beihilfen, die kraft Artikel 1 für Gas einerseits, und für Strom andererseits gewährt wurden;

- der Gesamtbetrag und die Anzahl der Beihilfen, die kraft Artikel 2 für Gas einerseits, und für Strom andererseits gewährt wurden.

Die Wallonische Region erstattet den Netzbetreibern den Betrag der COVID-19-Beihilfen zurück, nachdem ihr die in Absatz 2 genannten Forderungsanmeldungen zugestellt worden sind.

**Art. 4** - Die in Artikel 1 und 2 vorgesehenen Beihilfen können nicht gleichzeitig bezogen werden.

**Art. 5** - Der vorliegende Erlass tritt am Tag nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

**Art. 6** - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 16. Dezember 2020

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie und Mobilität

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2020/44554]

**16 DECEMBER 2020. — Besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 67 betreffende de toekenning van energiesteun aan gezinnen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 en de winterperiode**

Verslag aan de Waalse Regering betreffende het besluit van de Waalse Regering van bijzondere machten nr. 67 betreffende de toekenning van energiesteun aan gezinnen in het kader van de gezondheids crisis COVID-19 en de winterperiode

1. Algemene voorstelling

Op 22 april heeft de Regering besloten een eenmalige steun van 100 euro toe te kennen aan gezinnen die zijn uitgerust met een elektriciteitsbudgetmeter en 75 euro aan gezinnen die zijn uitgerust met een gasbudgetmeter. Deze bepaling was bedoeld om deze gezinnen te ondersteunen bij de aanpak van de gevolgen van de gezondheids crisis en de maatregelen die tijdens de crisis zijn genomen. Er is ook besloten om steun te verlenen aan gezinnen die tijdens de drie maanden waarin de procedures voor de installatie van budgetmeters werden opgeschort, zijn gebleven.

Gezien de verergering van de gezondheids crisis, de winterperiode die een oplading van grotere hoeveelheden vereist dan in de zomer, en de aanneming van een bepaling die vergelijkbaar is met die van maart betreffende de opschorting van de procedures voor de installatie van budgetmeters, wordt voorgesteld dat de Regering een ontwerpbesluit aanneemt waarbij financiële steun wordt verleend aan gezinnen met budgetmeters en gezinnen in levering X, om hen tijdens deze crisisperiode te ondersteunen.

2. Artikelsgewijze bespreking

- Artikel 1 voorziet in de toekenning van 150 euro voor gezinnen met gasbudgetmeters en 50 euro voor gezinnen met elektriciteitsbudgetmeters. Deze steun wordt verleend door middel van een oplading van de budgetmeter. Gezinnen die zijn uitgerust met een budgetmeter, behoren tot de lage inkomenscategorieën en zijn daarom gedwongen om hun energieverbruik te beperken tot wat ze kunnen vooruitbetalen - of afzien van andere uitgaven, zoals gezondheidszorg of voedsel. Volgens een studie van de "CWaPe" zijn gezinnen die hun budgetmeter voor een lange periode behouden, degenen die vertrouwen op het instrument om te voorkomen dat ze zich in de post "energieverbruik" in de schulden steken. Volgens deze studie kunnen gezinnen die met een budgetmeter zijn uitgerust, ook te maken krijgen met stroomonderbreking. Met andere woorden hebben de gezinnen die zijn uitgerust met een budgetmeter, in normale tijden al moeite om toegang te krijgen tot voldoende energie.

Deze moeilijkheden worden nog versterkt tijdens de winterperiode, aangezien de verbruikskosten van de verwarmingsvector zich voornamelijk in deze periode concentreren. Onder normale omstandigheden hebben gezinnen de mogelijkheid om bij familie te verblijven of naar publiek toegankelijke plaatsen te gaan om hun consumptie thuis te beperken. In deze periode van strikte beperking van de contacten buiten de gezinskern kunnen deze strategieën niet meer worden gebruikt.

- Artikel 2 voorziet in een eenmalige en buitengewone steun voor gezinnen die in aanmerking kwamen voor een "X"-levering als gevolg van een wanbetalingsprocedure die tussen 30 juni 2020 en 7 december 2020 is ingeleid. De bepalingen van het besluit van bijzondere machten betreffende noodmaatregelen voor de toegang tot energie tijdens de crisis COVID en de winterperiode schorten de procedures voor de installatie van budgetmeters op. Deze bepaling zal ertoe leiden dat gezinnen die door deze wanbetalingsprocedures worden getroffen, in levering X worden geplaatst. De distributienetbeheerders hebben nu niet langer de mogelijkheid om bij klanten thuis te komen om de budgetmeter te installeren. Aangezien het tarief voor levering X wordt berekend op basis van de gemiddelde markttarieven, is het nadelig voor gezinnen in levering X. Daarom wordt voorgesteld om steun te verlenen aan gezinnen die door deze situatie worden getroffen. Het bedrag van deze steun is 230 euro voor elektriciteit en 135 euro voor gas. Deze bedragen komen overeen met een dekking van 50% van het verbruik van 6 maanden door een gezin in levering X. Het bedrag van de steun wordt afgetrokken van de volgende verbruiksfactuur die door de netbeheerder naar het gezin wordt gestuurd.

- In artikel 3 wordt de wijze van verslaglegging van de netbeheerders aan de administratie uiteengezet om in aanmerking te komen voor de terugbetaling van de bedragen.

- Artikel 4 verbiedt de cumulatie van de in de artikelen 1 en 2 bedoelde steun.